Document generated on 10/12/2024 12:59 a.m.

Études internationales

Ramet, Pedro. *Yugoslavia in the 1980s*, Boulder (Col.) and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Soviet Union and Eastern Europe », 1985, 371 p.

André Joyal

Volume 18, Number 1, 1987

Pêches maritimes : nouveau contexte international et politiques contrastées

URI: https://id.erudit.org/iderudit/702152ar
DOI: https://doi.org/10.7202/702152ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Joyal, A. (1987). Review of [Ramet, Pedro. *Yugoslavia in the 1980s*, Boulder (Col.) and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Soviet Union and Eastern Europe », 1985, 371 p.] *Études internationales*, *18*(1), 253–255. https://doi.org/10.7202/702152ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1987

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

salaire moyen des ouvriers, et la situation des ingénieurs débutants est particulièrement défavorable; les ingénieurs ont moins de possibilités que les ouvriers d'accéder à la propriété d'un logement; leur prestige social est bas.

De là Mme Falus-Szikra passe aux « favorisés » de la société hongroise: les titulaires de revenus élevés. Ceux-ci appartiennent essentiellement à quatre catégories: les artistes, savants de haut niveau et les titulaires de fonctions élevées; certains artisans et commerçants privés; certaines familles paysannes ou mixtes (ouvriers-paysans); les individus qui réussissent le mieux dans l'économie illégale (perception de « cadeaux », pots-de-vin, etc.). Il est difficile d'en évaluer le nombre, mais celui-ci est certainement de l'ordre de plusieurs centaines de milliers. Dans le contexte d'un pays socialiste, ces revenus élevés posent plusieurs problèmes: comment les contrôler et les limiter; comment les utiliser (en système socialiste, les possibilités de consommation sont réduites au-delà d'un certain niveau; les individus ne peuvent pas s'engager dans des formes d'épargne à destination productive). L'auteur passe en revue les formes d'utilisation des hauts revenus qui pourraient être légitimées en système socialiste – y compris le mécénat... La richesse individuelle n'est pas en contradiction avec le socialisme; c'est la concentration de cette richesse entre les mains d'une petite fraction de la population qui l'est.

L'ouvrage dépasse par l'intérêt de ses analyses et de l'information fournie le cas de la Hongrie. L'auteur souligne sans complaisance les faiblesses du système actuel de répartition. Comment en sortir? Notant qu'il faut « éliminer l'économie de la pénurie », elle se place explicitement dans le cadre de l'analyse de Janos Kornai (cf. la traduction française de son ouvrage, *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris, Economica, 1984). À quelles conditions y parviendrait-on? Kornai lui-même ne l'énonce qu'à mots couverts: les sociétés socialistes sont des systèmes « paternalistes » où l'État prend en charge la plus grande partie des risques, et c'est bien pour cela que les entreprises sont affrontées à des « contraintes budgétaires lâches ». Madame Falus-Szikra est elle aussi très prudente. En conclusion de son chapitre 5 elle préconise d'accroître les différences de salaires avant de chercher à éliminer les pénuries; à la fin du chapitre 6 elle recommande au contraire d'aller plus avant dans la voie déjà ouverte qui conduit à la suppression de l'« économie de la pénurie »: « vers l'accroissement de l'indépendance des entreprises, et la reconnaissance des intérêts à long terme des entreprises, de même que vers l'accroissement de leur propension à prendre des risques » (p. 278). Moins d'État et plus d'entreprise: n'est-ce pas précisément le capitalisme?

Marie LAVIGNE

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

RAMET, Pedro. *Yugoslavia in the 1980s*, Boulder (Col.) and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Soviet Union and Eastern Europe », 1985, 371 p.

La Yougoslavie évoque, entre autres choses, une tentative de non-alignement, la mise en oeuvre d'un socialisme de marché, l'autogestion au sein des entreprises. Hélas, depuis quelques années, la Yougoslavie, c'est aussi des taux de chômage très élevés accompagnés d'un taux d'inflation qui atteint certaines années les 40 %, ayant pour effet d'entraîner une sérieuse baisse de niveau de vie depuis la fin des années 70. Non, vraiment l'héritage de Tito n'est pas reluisant. S'il est parfois exagéré d'associer à une crise économique les difficultés qu'ont connues, ces dernières années, certains pays industrialisés, il n'en va pas de même pour la Yougoslavie. En effet, pour Pedro Ramet, l'existence d'une crise socio-économique ne fait pas l'ombre d'un doute. Pour le démontrer, cet assistant professeur en études internationales de l'Université de Washington a réuni une équipe diversifiée de collaborateurs. Parmi ceux-ci, six sont enseignants ou chercheurs dans des institutions américaines, les autres assument des fonctions analogues en Allemagne fédérale, en Autriche et en Angleterre. L'auteur le plus connu est Laura d'Andrea Tyson, de l'Université de la Californie à Berkeley, spécialiste de l'écono-

mie yougoslave qui donne à Chris Martin, un étudiant gradué, l'occasion de faire ses premières armes. Ils cosignent un article sur les problèmes économiques et les choix politiques auxquels font face les successeurs de Tito. Les autres sujets, parmi un ensemble de 14 chapitres, traitent du nouveau rôle de la Ligue communiste, de la presse, de la « question nationale », de l'autogestion, du non-alignement et de questions touchant aux relations avec l'URSS, à la religion, au féminisme et à l'environnement.

Selon Pedro Ramet, depuis 1983, les observateurs occidentaux et les représentants de la Ligue communiste yougoslave s'accordent pour reconnaître que le pays est aux prises avec une crise économique majeure. Des enquêtes révèlent que seulement 16 % de la population parvient à joindre les deux bouts à l'aide de revenus réguliers (l'économie seconde, comme on le devine est florissante). Les multiples difficultés des dernières années forcent les autorités politiques à admettre que l'on n'a pu respecter le sacro-saint principe de la participation des travailleurs au processus décisionnel des unités de production. Ces avatars ont pour conséquence, toujours selon Ramet, de susciter de profondes remises en considération. L'orthodoxie en prend pour son rhume. Ainsi, un professeur serbe va jusqu'à écrire que le principe marxiste de la dictature du prolétariat est non seulement sans fondement, mais rien de moins que dangereux. Alors qu'un autre auteur yougoslave n'hésite pas à écrire que le monopole du parti communiste est incompatible avec la prospérité économique. Enfin, un journaliste croate ose même écrire que le centralisme démocratique est un concept dépassé et qu'il ne devrait plus servir de guide pour le fonctionnement du parti communiste dont les règles devraient être assouplies. Est-il nécessaire de souligner que, pour Ramet, la presse yougoslave est la plus libre des démocraties populaires de l'Est.

Le lecteur, pour qui la Yougoslavie est avant tout synonyme d'économie autogérée, trouvera la contribution de Sharon Zukin des plus intéressantes. On savait déjà que l'autogestion s'accomodait mal d'une certaine prospérité. Dès le milieu des années 70 des observateurs signalaient un désintéressement des travailleurs qui préféraient, pour les questions non salariales, faire confiance aux cadres supérieurs de leur entreprise. L'avènement de sérieuses difficultés économiques et l'arrivée de la jeune génération sur le marché du travail auront pour conséquence de compliquer davantage les choses. Ce qui a pour effet, selon Zukin, de faire mal paraître la Yougoslavie par rapport à ses voisins dont certains n'avaient jamais caché leur scepticisme à l'égard de l'autogestion.

Ce sont les « *Boals* » « *Basic organizations of associated labor* » qui font l'objet de la plus sévère des critiques. Ces unités de travail plus ou moins autonomes instaurées au sein des entreprises il y a une dizaine d'années n'ont pas tardé à soulever des interrogations autant de la part des ouvriers que de leurs supérieurs. Leur importance était devenue telle que l'on parlait de « Boalization » de l'économie. On associait l'importance d'une entreprise au nombre de ses « *Boals* ». Quand on constata que des produits d'une entreprise sortaient et revenaient à la suite de transactions entre unités de travail autonomes de différentes entreprises, on s'aperçut du gaspillage qu'une telle décentralisation du mécanisme décisionnel engendrait. Les contradictions ne pouvaient qu'engendrer les insatisfactions.

Zukin rapporte les résultats d'une recherche sur l'autogestion entreprise par un sociologue yougoslave. On n'est pas surpris d'apprendre que les enquêtes révèlent un sentiment d'impuissance chez les travailleurs étant donné leur dépendance envers les cadres supérieurs. Selon eux, les dés étant joués à l'avance, leurs avis comptent peu dans la balance quand vient le temps de prendre des décisions importantes. En conséquence, là comme ailleurs, d'après les enquêtes, la principale satisfaction que retirent les travailleurs de leurs efforts se présente le jour de la paye. Le sentiment d'appartenance envers l'entreprise et l'adhésion à ses objectifs n'est pas très fort. Toujours d'après les enquêtes auxquelles se réfèrent Zukin (elles semblent effectivement très nombreuses, la Yougoslavie serait-elle une terre de prédilection pour les sociologues ?) la participation des travailleurs à la gestion des

entreprises se situent bien bas dans leurs aspirations. Là-dessus les travailleurs yougoslaves ne se distinguent pas de leurs homologues des sociétés industrielles occidentales. Quant aux jeunes, leur intérêt envers l'autogestion n'a d'égal que celui de la jeunesse québécoise envers la question nationale: ras le bol! (ou le « on ne veut rien savoir... ! » serait plus adéquat, si on veut faire des rapprochements). Leur tranquillité ou leur passivité s'expliquerait par leur volonté de survivre tout simplement. Or, l'autogestion ne facilite en rien leur accession au marché du travail. Ils ont donc l'impression (eux aussi...) que les travailleurs cherchent avant tout à préserver leur emploi en se gardant bien de leur offrir des possibilités intéressantes. Faudra-t-il d'autres réformes pour remédier aux problèmes les plus cruciaux? Sûrement. Et pourtant les réformes ce ne sont pas ce dont la Yougoslavie a été le plus privée durant les deux dernières décennies.

C'est ce que rappellent Laura d'Andrea Tyson et Chris Martin en présentant un survol de ce qu'ils ont appelé les deux vagues de réformes en se référant aux changements apportés au milieu des années 60 et à ceux survenus entre 1972 et 1978. Ils font remarquer que le problème économique fondamental était celui de parvenir à atteindre une plus grande maîtrise des grandeurs macroéconomiques et une plus grande efficience des décisions au niveau microéconomique sans se heurter aux principes du socialisme de marché et de l'autogestion. On connaît les difficultés de longévité du couple « plan et marché ». Pour ces deux auteurs, autant les institutions responsables de la politique économique que le mécanisme décisionnel implanté à la faveur des réformes, sont responsables de l'aggravation des difficultés économiques survenues vers la fin des années 70.

Dans un tel contexte, on le pense bien, la marge de manoeuvre est très étroite. C'est ce que démontre Othmar Nikola Haberl en posant le problème des relations de la Yougoslavie et de l'URSS. Contrairement à ce que voulaient certaines prédictions pessimistes, les chars soviétiques n'ont pas franchi la frontière au lendemain de la mort de Tito. Selon l'auteur, l'influence des Soviétiques n'est pas plus grande qu'auparavant. Cependant la Yougoslavie pourrait se voir forcée de se placer dans une position de dépendance envers l'URSS advenant un durcissement du FMI dans la gestion de la dette internationale du pays. L'auteur en appelle donc à un réaménagement du service de la dette pour permettre aux Yougoslaves de mieux composer avec leurs problèmes financiers.

Les lecteurs intéressés aux autres facettes de la société yougoslave tireront profit de la contribution des autres collaborateurs qui, tous ensemble, ont réussi à faire un livre fort intéressant sur un pays qui a toujours attiré l'attention des spécialistes des systèmes économiques comparés.

André JOYAL

Département d'administration et d'économique
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

EUROPE DE L'OUEST

HOLMES, Martin. *The First Thatcher Government 1979-1983: Contemporary Conservatism and Economic Change.* Boulder (Col.), Westview Press, 1985, 244 p.

Margaret Thatcher représente l'arrivée à la direction du Parti Conservateur d'une nouvelle classe – la petite bourgeoisie – et l'instauration d'une nouvelle politique que l'auteur appelle monétarisme politique à la différence du monétarisme purement économique de l'école de Chicago. La fille de l'épicier de Grantham entend rester fidèle aux traditions de sa famille et de sa classe et entend assurer la mise en vigueur de ces idées. Elle s'est entourée d'hommes qui ont la même origine qu'elle-même, comme Norman Tebitt et qui ne doivent qu'à leurs efforts personnels leur situation actuelle. C'est une version tory de la méritocratie qui dans le passé était le monopole des travaillistes.